

"La note sera salée" dans L'Humanité (30 mars 1985)

Légende: Le 30 mars 1985, au lendemain de l'accord politique entre la Communauté des Dix et les deux pays adhérents, l'Espagne et le Portugal, le quotidien communiste français L'Humanité dresse un bilan mitigé des négociations d'adhésion.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 30.03.1985. Paris: L'Humanité. "La note sera salée", auteur:Housson, Yves.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_note_sera_salee_dans_l_humanite_30_mars_1985-fr-41e2c064-8c79-4da3-948f-91bd26bfd87f.html

Date de dernière mise à jour: 06/02/2014

La note sera salée

L'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal entraînera, dans ces pays et en France, de graves répercussions économiques. Relance de l'intégration politique au sommet de Bruxelles

Envoyé spécial : YVES MOUSSON

BRUXELLES, 29 mars. — « Nous avons la grande joie d'être parvenus à un accord grâce à la bonne volonté de tous. » C'est en ces termes que Julio Andreotti a annoncé, dans la nuit de jeudi à vendredi, au siège de la Communauté, la conclusion des négociations pour l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Très satisfaits de leur ouvrage, les ministres des Affaires étrangères des Dix, membres actuels du Marché commun et leurs homologues espagnols et portugais ont sablé le champagne. Cet accord est pourtant loin d'inaugurer une période de fête pour les agriculteurs et les travailleurs des douze pays concernés. Le sort n'en est toutefois pas encore jeté.

Arrivés dans l'après-midi dans la capitale belge pour un sommet de quarante-huit heures, les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix devaient d'abord lever les dernières réserves posées notamment par la Grèce avant d'entériner un relevé global des conclusions. Ensuite, et surtout pour que l'élargissement devienne effectif au 1^{er} janvier 1986, les parlements nationaux devront le ratifier. Ce qui, en France, en particulier, laisse une bonne marge d'initiative aux défenseurs des intérêts du peuple et de la nation.

La « bonne affaire »

Le ton était à l'euphorie aujourd'hui dans les couloirs du bâtiment Charlemagne, siège de la Communauté européenne. Singulièrement du côté de la délégation française. « La France se félicite du très grand pas accompli avec l'heureux résultat des négociations, (...) une page de l'histoire de l'Europe est tournée, de façon très positive aux yeux de la France », disait aux journalistes Michel Vauzelles, porte-parole de l'Elysée. A croire que l'inquiétude largement répandue, comme l'ont montré maintes manifestations ces dernières années et plusieurs sondages, n'était pas fondée. Ou que les intérêts de notre pays avaient été honorablement défendus.

En réalité, ce que Mme Lalumière, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes a qualifié de « bonne affaire » sur TF 1, n'en est une pour aucun des peuples concernés. L'élargissement, s'il était finalement ratifié, donnerait le signal d'une concurrence destructrice pour de nombreux emplois industriels et exploitations agricoles. L'adhésion à la CEE signifie en effet, ne l'oublions pas, la suppression des barrières (droits de douanes, taxes, etc.) aux frontières et donc la disparition de certaines protections pour les intérêts nationaux.

Voilà pourquoi les paysans du midi de la France craignent tant, par exemple, l'entrée libre dans la CEE des fruits et légumes, du vin espagnol, produits à meilleur marché.

L'accord final prévoit certes les périodes de transition et un démantèlement progressif des droits de douane. Cela ne changera cependant rien au résultat final. Les dispositions prévues en matière vinicole donnent une idée de la saignée à laquelle on peut s'attendre dans des régions déjà durement frappées par la crise.

Pour faciliter l'accès du vin espagnol dans les circuits communautaires, des quotas seront imposés par la Commission de Bruxelles qui provoqueront, estime-t-on, l'arrachage de l'équivalent de la moitié du vignoble français. En sens inverse, les Espagnols ont beaucoup à redouter des importations de produits dits continentaux, agricoles (lait, blé, viande, etc.) et industriels. D'ors et déjà, des branches comme la sidérurgie et la construction navale ont été soumises aux restructurations afin de satisfaire aux exigences de Bruxelles. Voilà plusieurs mois que les ouvriers des chantiers navals luttent avec acharnement contre un plan prévoyant la liquidation de dix-sept mille emplois sur quarante mille dans le secteur.

En fait, le Portugal et l'Espagne, disposant d'économies moins développées, risquent fort de subir un sort semblable à celui de la Grèce. Derniers à avoir adhéré en 1981 au Marché commun, les Grecs, qui avaient avant l'adhésion, une balance commerciale agricole avec les pays de la CEE nettement bénéficiaire, ont fait

deux ans plus tard un plongeon dans le déficit. Les eurocrates ont d'ailleurs prévu un tel scénario : selon l'accord d'adhésion avec le Portugal, pays le plus pauvre, celui-ci recevra, pour atténuer la douleur, une prime d'environ un milliard d'ECU étalée sur sept ans. Quant à la Grèce, déjà si déstabilisée, elle réclame aussi, avec insistance, par la voix d'Andreas Papandreou, un chèque substantiel pour lui permettre d'encaisser les nouveaux coups qu'elle s'attend à recevoir de l'élargissement.

C'était cet après-midi l'un des deux derniers obstacles barrant la route à un accord complet. L'autre obstacle, moins connu, mais non moins important, émanait des pays méditerranéens ayant passé des accords de coopération avec la CEE. La Tunisie, le Maroc et Israël en particulier craignent, à juste titre, de voir leurs ventes en Europe, notamment d'agrumes, de tomates et d'huile d'olive, source de revenus vitale pour ces pays en voie de développement, mises à mal par les exportations espagnoles et portugaises. Ils demandent des « garanties ». En l'état actuel, la Commission européenne ne leur en a promis que pour quelques années.

Les vrais bénéficiaires

En fin de compte, ce sont les grandes firmes d'Europe du Nord les plus puissantes qui sortiront principales gagnantes de l'opération. L'élargissement leur donnerait l'occasion... d'élargir la « surface » de leurs profits en utilisant notamment une main-d'œuvre moins chère, bénéficiant d'une moindre protection sociale, bref, plus « flexible ».

L'élargissement était aussi une question « de solidarité politique avec deux démocraties nouvelles », affirme le porte-parole de l'Élysée. Phrase généreuse qui masque surtout le souci d'arrimer Madrid et Lisbonne au « bon camp occidental ».

Un fort courant s'est dessiné ces dernières années en Espagne contre le maintien du pays dans l'OTAN. Et un responsable de l'Alliance, cité par le *Wall Street Journal*, lançait récemment un avertissement : « Il y a évidemment un lien entre l'élargissement et l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN. Chacun sait cela. Si les négociations (avec la CEE) tournent mal, nous aurons des problèmes. »

Discipline

Le renforcement de cette « discipline », autrement dit cet alignement sur la politique de Washington, était à l'ordre du jour du sommet de Bruxelles. Et Michel Vauzelles a laissé entendre que les chefs d'Etat et de gouvernement étudieraient la proposition faite par Jacques Delors d'associer la CEE aux frais de recherche pour la guerre des étoiles.

Considérant l'élargissement comme pratiquement acquis, les Dix entendent également s'attaquer à un autre prétendu « vrai problème » : la réforme des institutions. Les propositions faites par un comité d'experts, visant à doter la Communauté d'un pouvoir supranational au détriment des souverainetés nationales, feront l'objet d'un premier examen.